

Madame la Maire de Paris,

En ma qualité de riverain du Rectorat et de membre de Carton Rouge je vous sollicite encore une fois pour peser de tout votre poids contre le projet funeste CVI Rectorat Carrefour.

Vous lirez cet article du Monde (ci dessous) qui relate l'assassinat en séries des militants écologistes et de défense de la terre pour les paysans au Brésil.

Derrière ces assassinats se cachent les multinationales comme Petrobras et probablement des sociétés comme Cargill, maison mère de CVI Carval Investment qui payent les sbires tueurs de militants écologistes, des curés, des paysans.

CVI qui a acheté le Rectorat.

La Mairie de Paris n'a rien à gagner à signer des conventions avec de telles sociétés. Vous avez lu dans nos échanges de mail le passage du livre de Jean Ziegler, député socialiste de Suisse, autorité morale incontesté, sur les "petites affaires" de Cargill notamment en Amazonie.

Nous venons d'apprendre que CVI et Carrefour nous recevrons en délégation réduite en mai 2017,

ce que je dénonce car plusieurs associations représentatives, des militants notamment de Stop Monop, Messieurs Le Lann et Barillon, des riverains, des membres de Carton Rouge, soit au totale 12 personnes, étaient prévues pour BIEN EXPLIQUER A CVI ET CARREFOUR QUE LEUR PROJET N EST PAS ACCEPTABLE EN L ETAT.

Encore une fois les puissances de l'argent imposent le débat à leurs conditions.

Heureusement, la Mairie du XXème sera représentée par un membre du Cabinet de Mme Calandra et Messieurs Guerrien et Baudrier pour défendre l'intérêt collectif des habitants et citoyens des quartiers concernés soit environ 40000habitants.

Mais à la lecture de cet article édifiant du Monde je fais appel à vous, Mme la Maire de Paris, pour vous opposer fermement à cette société CVI, filiale de Carval Investment , elle même filiale de Cargill.

La Mairie de Paris n'a rien à gagner à signer des accords avec de telles sociétés qui délocalisent, licencient, déforestent, pressurent les agriculteurs et paysans dans le monde et je ne serais pas surpris, ne sont pas sans rapport avec ces assassinats.

Je vous remercie pour votre écoute.

Veillez agréer, Madame la Maire de Paris, mes salutations respectueuses.

Franco Dimattia
Riverain 75020

Au Brésil, meurtres en série de militants écologistes

Le Monde | 25.03.2017 à 06h44 • Mis à jour le 25.03.2017 à 09h24 | Par **Claire Gatinois** (Sao Paulo, correspondante)

Waldomiro Costa Pereira était entre la vie et la mort lorsque cinq hommes, le visage dissimulé par leur casque de moto, ont pénétré dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital général de Parauapebas, dans le nord du Brésil, pour achever le militant de l'écologie et des droits de l'homme.

Il était un peu plus de 2 h 30, lundi 20 mars, quand les tueurs à gage ont effectué leur basse besogne filmée presque entièrement par les caméras de surveillance de l'établissement de cette ville agricole – un crime presque ordinaire. Waldomiro Costa Pereira était membre de l'un de ces bataillons de Brésiliens en guerre contre la voracité des grands propriétaires terriens, des géants agricoles et des groupes miniers.

Ancien cadre du Mouvement des sans-terre (MST), l'agriculteur activiste, employé de la mairie de Parauapebas, se remettait d'une précédente tentative d'assassinat perpétuée quelques jours plus tôt près de chez lui. « *Un crime barbare et inacceptable devenu banal* », se désole Danicley Aguiar, militant pour la défense de l'Amazonie au sein de l'association de protection de l'environnement Greenpeace. Selon l'organisation non gouvernementale Global Witness, quelque 207 militants écologistes, défenseurs des droits de l'homme, de la terre ou de la forêt ont été assassinés au Brésil entre 2010 et 2015 : un record mondial. Le Honduras connaît lui aussi une situation critique, avec une centaine de meurtres sur la même période, pour une population vingt-cinq fois moindre.

Loin de s'apaiser, le phénomène s'amplifie au Brésil, avec 61 meurtres recensés en 2016 par la Commission pastorale de la terre (CPT), une organisation catholique qui lutte pour les droits des paysans, la défense de la réforme agraire et la dénonciation des crimes pratiqués contre les travailleurs ruraux. Dans une note publiée quelques heures après l'assassinat, le MST a fait part de sa solidarité envers la famille de M. Costa Pereira, dénonçant le « *climat d'impunité* » au Brésil.

Les motivations du meurtre restent obscures. Dans une zone décrite comme un « Far West du XXI^e siècle » marqué par des règlements de comptes au moyen, la plupart du temps, d'une balle dans la tête, aucune hypothèse ne peut être exclue. Mais il fait peu de doute que l'agriculteur, par ailleurs militant du Parti des travailleurs (PT, gauche), a payé pour son soutien aux petits paysans.

« **Mises à prix** »

« *La région est une zone hautement conflictuelle* », avance Xavier Plassat, frère dominicain, installé au Brésil depuis la fin des années 1980 et membre de la CPT. Etabli dans l'Etat du Tocantins, voisin du Para où a eu lieu le meurtre de M. Costa Pereira, le religieux décrit les « *agressions permanentes* » dont sont victimes les militants. Joint par téléphone, il rappelle notamment cet épisode récent dans lequel, alors qu'il portait un signe montrant son appartenance à la CPT, un homme lui a craché au visage. Trente ans après le meurtre du militant syndical Chico Mendes, la violence quotidienne semble s'être enracinée dans les campagnes brésiliennes.

Dans son livre d'entretien, *Comme une Rage de justice* (Cerf, 2016), Henri Burin des Rozières, « l'avocat des sans-terre », lui aussi frère dominicain de la CPT, qui passa trente-cinq ans en Amazonie aux côtés des paysans entre la fin de la dictature (1964-1985) et le début des années 2000, raconte : « J'avais été menacé et on m'a mis sous protection après l'assassinat, dans un champ, de la sœur Dorothee[Dorothy Stang, tuée le 12 février 2005 par deux individus dans l'Etat du Para]. De temps en temps sortait dans les journaux la liste de "mises à prix". Au moment de son assassinat, Dorothee valait 50 000 réals [15 000 euros au taux de change actuel] et moi, on m'évaluait à 100 000 réals. »

La région amazonienne n'a pas l'exclusivité de ces assassinats expéditifs. A plusieurs milliers de kilomètres de Parauapebas, dans l'Etat de Rio grande do Sul, à l'extrémité sud du pays, Antonio José Mig Claudino, cacique indigène, a été abattu dans un bar par deux hommes le même jour que M. Costa Pereira.

A Rio de Janeiro, Alexandre Anderson de Souza, pêcheur et président de l'Ahomar, une association des hommes et femmes de la mer de la baie de Guanabara, vit lui dans la clandestinité. Quatre chefs de son organisation ont été abattus depuis 2009 et la dénonciation de chantiers pétroliers pour le groupe public Petrobras.

Ces meurtres en série sont révélateurs de l'avidité pour les ressources naturelles dont le pays regorge : terres agricoles, bois précieux, minerais... « Depuis les années 1990, le Brésil, confronté à la désindustrialisation, a fait le choix de concentrer son développement sur l'exportation de matières premières. Cette politique a stimulé les disputes de terres et la résistance des paysans », explique Danicley Aguiar, de Greenpeace.

« Même Lula a déçu »

Dans cette guerre qui oppose les puissants aux petites gens, l'Etat brésilien est jugé complice des criminels. « Par calcul politique ou intérêt économique, aucun gouvernement, depuis Fernando Henrique Cardoso [président de 1995 à 2003] jusqu'à Dilma Rousseff [2010-2016] en passant par Lula [2003-2010], ne s'est opposé au lobby agraire et minier », souligne Alceu Castilho, membre de l'organisation de Olhos nos Ruralistas, organisation militante pour la défense des sans-terre, de la nature et des droits de l'homme. « Même Lula, qui avait nourri beaucoup d'espairs, a déçu », commente-t-il.

Sans citer de chiffres, les organisations de défense des droits de l'homme et de la nature insistent aussi sur les failles de la justice, le faible taux de condamnation des crimes, la lenteur des procédures et le manque d'approfondissement des enquêtes. « Quand il y a condamnation, on ne prend que les exécutants et pas les mandataires », s'agace Thiago Valentim, membre de la CPT. « L'Etat ne joue pas son rôle », ajoute-t-il, voyant dans cette répression indolente une incitation à la criminalité.

A écouter les experts, ce panorama déjà apocalyptique ne fera que s'assombrir à la faveur de la grave crise économique, qui secoue le pays depuis 2015 et incite l'Etat à défendre les multinationales pourvoyeuses, à court terme, de retombées financières providentielles.